

Le témoignage de Robert Chapuis, ainsi que celui de Jean-Pierre Sueur, permettent de mieux cerner le vécu des nombreux militants catholiques qui, en France, sont passés des mouvements de jeunesse de l'Action catholique spécialisée (ici la Jeunesse étudiante chrétienne) au Parti socialiste. Les trajectoires de Robert Chapuis et de Jean-Pierre Sueur ont plusieurs points communs. Elles ont aussi une différence significative : le premier appartient à la génération qui a été marquée, avant Vatican II, par la crise de l'Action catholique de la jeunesse française (ACJF) et la guerre d'Algérie ; le second fait partie de celle qui a traversé, au lendemain du concile, la crise spécifique de la JEC et le choc de Mai 68. Où l'on voit que Vatican II est moins un point de départ qu'un accélérateur de la crise catholique.

Témoignage : itinéraire d'un chrétien de gauche

Robert Chapuis

Je n'interviens pas ici comme historien. Je veux seulement fournir un document pour les historiens sur l'itinéraire politique d'un chrétien de gauche. Mais pour commencer, il me faut d'abord remonter aux années 1950 et dire comment je suis devenu un « catho de gauche ».

Je suis né à Paris en mai 1933 dans une famille de la petite bourgeoisie. Mon père, d'origine ouvrière, était le patron d'une petite entreprise de décoration sur vernis, et ma mère, d'origine paysanne, était lingère-brodeuse, mais elle ne travaillait plus depuis son mariage en 1931. Ils étaient catholiques, des catholiques traditionnels. Mon père lisait assidûment *Rivarol*, un journal d'extrême droite. Ma mère fut candidate sur une liste MRP aux élections municipales de 1945 à Paris. J'ai été élève de l'école paroissiale dans le 10^e arrondissement, puis du collège Rocroy-Saint-Léon tenu par les Oratoriens que je quittai seulement après le baccalauréat, en 1951, pour rejoindre le lycée Louis-le-Grand en hypokhâgne. Après avoir été Cœur Vaillant dans ma paroisse, j'avais rejoint les Cadets de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) au collège. J'en devins responsable local, puis fédéral, et c'est ainsi que j'ai pu rencontrer au niveau de la Terminale d'autres responsables de la JEC de l'enseignement public. Je découvris alors *La Quinzaine* qui a été prolongée par la *Lettre* de Jacques Chatagner. J'y trouvais une autre version du catholicisme fort différente de celle que j'avais connue dans ma famille. Mon engagement auprès des plus jeunes (les cadets de la JEC réunissaient des élèves de la 6^e à la 3^e) m'avait conduit à élargir mon regard : j'étais abonné aux *Cahiers Charles de Foucauld*, je devins abonné à *La Quinzaine*. Au début des années 1950, l'Église était traversée de courants contradictoires. Des mouvements comme Jeunesse de l'Église du Père Montuclard ou les revues animées par des dominicains étaient en butte aux critiques et à la répression de la hiérarchie en France, et surtout à Rome. J'avais lu avec intérêt la lettre du cardinal Suhard sur la mission de l'Église. Je comprenais la démarche des prêtres ouvriers. Je partageais donc la révolte de jeunes étudiants catholiques tels que les militants jécistes de Sciences Po qui manifestaient contre les *oukases* portés contre la Mission ouvrière. Certains, comme Claude Quin, ont rejoint le Parti communiste. D'autres, comme Henri Leclerc, ont gardé leurs distances et se sont

engagés dans des mouvements de gauche qui, par la suite, avec le Mouvement de libération du peuple (MLP), fonderont le Parti socialiste unifié (PSU). Appelé à l'équipe nationale des Cadets de la JEC aux côtés de Michel de la Fourrière, qui m'avait initié à la lecture de *La Quinzaine*, je participais aux réunions et aux activités du secrétariat national de la JEC. Je m'abonnais aux *Cahiers de l'ACJF* qui apportaient à la fois une nourriture spirituelle et une information, ou plutôt une formation économique et sociale grâce aux articles de Jean Boissonnat ou de Pierre Bauchet. Pour des raisons économiques, je devins alors permanent de la JEC.

Premiers engagements

En ce début des années 1950, l'ACJF, qui réunissait les divers mouvements dits spécialisés de jeunes catholiques (JAC, JEC, JIC, JMC, JOC¹), connaissait une mutation importante à travers ce qu'on appelait « les options de 49 ». L'ACJF se voulait à la fois mouvement de jeunesse et mouvement d'Église. Les aumôniers jésuites (les Pères Motte, Aunet, Varillon) appuyaient cette double orientation, clairement répercutée dans la JAC et dans la JEC où le Père Seillon conduisait une réflexion théologique approfondie dans le respect de l'engagement des laïcs. La JOC, elle, était divisée. Roger Lavialle, qui présidait l'ACJF en 1949-1950, venait de la JOC. Il fut mis en minorité dans son mouvement. Au nom de la mission dans le monde ouvrier et du mandat conféré par la hiérarchie, les aumôniers de la JOC, prêtres séculiers le plus souvent, mettaient en cause les nouvelles orientations de l'ACJF, désormais présidée par André Vial, venu de la JAC. Nous étions en 1953. La crise politique ébranlait les fondements de la IV^e République. On fit appel à Pierre Mendès France. Son côté moderne, sa rigueur morale, son appel à la jeunesse nous redonnaient de l'espoir. Les jeunes catholiques qui n'avaient rejoint ni le Parti communiste ni les mouvements de la gauche socialiste devinrent « mendésistes ». Ce fut mon cas, d'autant que, devenu responsable « loisirs » (autrement dit du secteur de l'éducation populaire) pour la JEC, j'en vins à représenter l'ACJF (dans sa composante JAC – JEC – JMC) dans les instances de la politique de la jeunesse, telles que le Conseil français des mouvements de jeunesse. J'y rencontrai le représentant de la JOC, Dominique Aluni. Parallèlement, je me suis politisé à travers mes études : à Louis-le-Grand, en classe préparatoire, j'ai découvert des étudiants originaires d'Afrique du Nord et j'ai compris leur désir d'indépendance. J'ai aussi fondé un syndicat étudiant avec un camarade communiste, la Corporation des étudiants en préparation littéraire, qui demanda son adhésion à l'UNEF. Je représentais désormais cette Assemblée générale des étudiants (AGE) au conseil d'administration et partageais les combats de la minorité opposée à la majorité corporatiste et droitiste. Cette minorité prenait de plus en plus d'influence. Seul un bureau d'union pouvait diriger l'UNEF (à laquelle adhérait plus d'un étudiant sur deux). Au congrès de mars 1955, je devins vice-président chargé des questions dites d'outre-mer, c'est-à-dire de la relation avec les organisations étudiantes des pays colonisés. Je parvins à faire reconnaître par l'UNEF, non sans mal, l'UGEMA (étudiants algériens), l'UGET (tunisiens), l'AEMF (marocains), la FEANF (d'Afrique noire)², qui étaient engagées

¹ JAC : Jeunesse agricole chrétienne ; JEC : Jeunesse étudiante chrétienne ; JIC : Jeunesse indépendante chrétienne ; JMC : Jeunesse maritime chrétienne ; JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne.

² UNEF : Union nationale des étudiants de France ; UGEMA : Union générale des étudiants musulmans algériens ; UGET : Union générale des étudiants de Tunisie ; AEMF : Association des étudiants marocains de France ; FEANF : Fédération des étudiants d'Afrique noire en France.

aux côtés des forces indépendantistes. Les militants jécistes étaient fortement engagés dans cette minorité de l'UNEF. Avec les étudiants socialistes et les laïcs progressistes, ils constituaient l'essentiel des bureaux des AGE minoritaires. Les sessions nationales de la JEC universitaire et les réunions de formation dans les grandes villes universitaires portaient sur les principales revendications du mouvement étudiant. Elles se référaient à la Charte de Grenoble qui, en 1946, définissait l'étudiant comme « un jeune travailleur intellectuel ». Avec le début de la guerre d'Algérie, les questions coloniales prirent de plus en plus d'importance. Les publications de la JEC leur accordaient une place grandissante.

À la fin de l'année 1955, le secrétariat national de la JEC dut être réorganisé. On me demanda alors de prendre la responsabilité nationale des étudiants. Je finis par accepter et cédai ma vice-présidence à l'UNEF au représentant des Écoles normales supérieures, Jacques Julliard. La minorité se renforça à la base : elle devint majoritaire en juillet 1956, avec François Borella et Michel de la Fournière, deux jécistes... La guerre d'Algérie était alors pleinement assumée par Guy Mollet, secrétaire national de la SFIO. Pierre Mendès France avait quitté le gouvernement en mai 1956. Cette guerre allait durer sept ans. Elle fut un facteur déterminant de la politisation de toute une partie de la jeunesse catholique. Elle posait en effet des questions morales en même temps que politiques. Elle entraîna des mobilisations communes entre chrétiens et non-chrétiens. Elle suscita des crises profondes dans les organisations que la hiérarchie voulut reprendre en mains : l'ACJF d'abord (ce qui provoqua la démission du président André Vial en septembre 1956), puis la JEC et la JAC (ainsi que leurs équivalents féminins), puis la Route et certains mouvements adultes (Vie Nouvelle). Les laïcs prirent leur autonomie, avec l'appui de prêtres issus d'ordres réguliers, principalement jésuites et dominicains.

Cet appui était aussi d'ordre spirituel. Nous lisions le livre du Père de Montcheuil (*Valeurs humaines, Valeurs chrétiennes*) ou celui du Père de Lubac (*Catholicisme*). Nous découvriions les œuvres du Père Teilhard de Chardin. Nous étudions Marx à travers le livre du Père Calvez. Nous vivions mal la liturgie vieillotte (en latin !) et les ronronnements traditionnels des paroisses. Nous leur préférions les Centres catholiques étudiants proches des facultés : le Droit et Sciences Po avec des dominicains, les Lettres avec l'abbé Lustiger malgré des ambiguïtés. Quelques églises à Paris (Saint-Séverin, Saint-Hippolyte) permirent une ouverture : on y retrouvait parfois des prêtres ouvriers qui avaient conservé le sens de leur mission. En 1957, la démission des secrétariats nationaux de la JEC et de la JECF fut précédée par une session nationale de plusieurs jours où nous avons réfléchi à notre double responsabilité comme chrétiens et comme citoyens pleinement engagés dans la transformation de la société. Car la crise de l'ACJF s'était étendue aux mouvements qui la composent. La JEC subissait des attaques sur son engagement à propos de la guerre d'Algérie et les responsables nationaux n'acceptaient pas qu'on bride leur action ; ils étaient largement soutenus à la base. Ils voulaient agir à la fois comme chrétiens et en fonction de leurs responsabilités à l'égard de la jeunesse.

Les secrétaires nationaux de la JEC et de la JECF avec leurs aumôniers tentèrent de se faire comprendre par les évêques, mais M^{gr} Guerry, qui appuyait la JOC et s'appuyait sur elle, leur opposa le mandat qu'ils avaient reçu de l'Église et qui les soumettait à la hiérarchie. Des délégations furent envoyées à Rome où elles rencontrèrent la même incompréhension. La « mission » s'opposa à l'engagement. Les laïcs vivaient ce que les prêtres ouvriers avaient connu quelques années auparavant. Démissionnaires de la JEC-JECF, nous fondâmes un Centre culturel de

la jeunesse étudiante (CCJE) qui poursuit les actions engagées. Nous travaillions de concert avec les démissionnaires de la JAC-JACF avec lesquels nous avons rédigé une brochure commune, « Les jeunes et la réforme de l'enseignement », dans l'esprit qui avait été celui de l'ACJF.

Les années 1960 : Vatican II et une nouvelle gauche

Personnellement, après avoir achevé licence et diplôme, je dus effectuer mon service militaire. Il dura vingt-huit mois d'octobre 1958 à mars 1961. Durant cette période, les réseaux des anciens de la JEC et de l'UNEF restèrent très actifs. Ils étaient en contact étroit avec les milieux intellectuels et syndicaux qui travaillaient à la rénovation de la pensée et à la mutation de leurs organisations, qu'il s'agisse de la revue *Esprit*, relancée en 1957 par Jean-Marie Domenach ou du groupe Reconstruction de la CFTC, avec Paul Vignaux, Marcel Gonin et le jeune Edmond Maire.

Nous vivions mal la compromission de la hiérarchie avec les tenants de l'Algérie française. Nous regardions davantage vers le Tiers Monde où allait bientôt s'affirmer une théologie de la libération. Car, en ce début des années 1960, le monde bougeait. À Cuba, la révolution castriste, suscitait bien des espérances. Le monde communiste se fissurait. Il existait depuis longtemps un mouvement trotskyste avec ses diverses versions. Il s'y ajouta un modèle italien à côté d'un modèle yougoslave qui s'attachait à l'autogestion. La Chine s'affirmait comme un nouveau pôle marxiste-léniniste et le maoïsme gagnait les étudiants et les intellectuels de la vieille Europe. Empêtrée dans les débuts de la V^e République et la fin de la guerre d'Algérie, notre génération espérait voir surgir de nouveaux horizons. C'est dans le PSU que se regroupèrent tous ceux qui ne croyaient plus dans le communisme et rejetaient le molletisme dominant au sein de la SFIO. Les clubs (le club Jean-Moulin, la Vie Nouvelle, Citoyens 60...) constituaient un foyer de convergence des chrétiens et des non-chrétiens sur des positions de gauche. J'étais moi-même président d'un Centre d'études pour la démocratie. Les clubs se réunirent à Vichy en 1964, puis à Grenoble en 1966. Michel Rocard, un protestant, devint une référence politique comme le fut Mendès France. La déconfessionnalisation de la CFTC eut lieu en 1964, facilitant l'adhésion de militants de la JOC et de l'ACO à la CFDT, même si beaucoup restèrent fidèles à la CGT. Pour tous ces militants, l'élection en 1958 du cardinal Roncalli comme pape, sous le nom de Jean XXIII, et sa décision d'ouvrir un concile représentèrent un sérieux appel d'air. Des laïcs furent conviés à faire part de leur expérience. Les Pères Congar, de Lubac ou Daniélou jouèrent un rôle important. Le carcan de la tradition semblait enfin se desserrer. La mort de Jean XXIII en 1963 n'interrompit pas le processus. Paul VI le mena à son terme, en 1965.

Au-delà même des textes qui en sont issus, Vatican II allait désormais constituer une référence pour tous ceux qui faisaient de leur foi un engagement et une vision de l'humanité à travers le Christ et son évangile.

Et pourtant le monde n'allait pas bien. La guerre froide renforçait le conservatisme au sein des deux blocs. Les États-Unis s'enfonçaient dans la guerre au Vietnam. Les démocraties populaires perpétuaient le stalinisme. En France, le gaullisme régnait sans partage. J'avais adhéré au PSU pour y rejoindre Michel Rocard que j'avais rencontré dans les luttes anticolonialistes. Le parti se divisait entre ceux qui voulaient

rejoindre la Fédération de la gauche démocrate et socialiste présidé par François Mitterrand (FGDS) et les partisans de l'autonomie. Je fus partie de ceux-ci et j'entrai au Bureau national. En juin 1967, j'étais candidat aux élections législatives dans le 14^e arrondissement de Paris. J'étais un candidat « d'ouverture », comme Bernard Schreiner, président des Amis de Témoignage Chrétien, dans les Yvelines. Une campagne active, des résultats modérés, conformes aux prévisions. Avec les anciens de l'UNEF et de la JEC, nous nous retrouvions dans des groupes sectoriels : Enseignement 70 (pour ma part, depuis 1964, j'enseigne les lettres classiques au lycée de Nanterre), Groupe d'étude des problèmes du contingent (le GEPC publia en 1963 aux éditions du Seuil un livre : *Service militaire et réforme de l'armée*), Groupe d'étude sur les problèmes de coopération, un autre sur le V^e Plan. Ils étaient à la même adresse : 94 rue Notre-Dame-des-Champs, l'ancien local de la JECF. Il y avait aussi un Centre de formation civique avec de plus jeunes. L'UNEF, divisée entre les multiples courants gauchistes, tenta de se reconstituer avec les Étudiants du PSU. Jacques Sauvageot fut l'un d'entre eux. Pour ma part, je gardais le contact avec les jésuites et les dominicains, sans liens formels.

L'action des Comités contre la guerre du Vietnam allait se conjuguer avec des mouvements de type anarchiste pour créer de fortes tensions à l'intérieur des universités : c'était le cas à Strasbourg (avec les situationnistes) et dans la région parisienne. Nanterre en fut le meilleur exemple avec le Comité du 22 mars et Daniel Cohn-Bendit. Les maladresses du pouvoir firent monter la colère. Ce fut l'explosion d'une université qui craquait de toutes parts dans une société figée sur elle-même.

Trois rencontres significatives

Responsable des questions d'enseignement et de jeunesse au Bureau national du PSU, je participais aux diverses manifestations et concertations de ce mois de Mai 68. Au lycée de Nanterre, j'occupais les locaux avec mes élèves de 1^{ère} : nous expérimentions ensemble une autre manière de pratiquer les cours de français. Dans les mois qui suivirent, je restais en contact avec ceux qui s'appuyaient sur le souffle de Mai 68 pour faire bouger l'Église. Trois noms ressortaient de ces contacts. Trois dominicains. Il y avait le Père Jean Cardonnel, qui s'était rapproché des militants maoïstes. Je comprenais sa démarche quand il affirmait que « Dieu est mort en Jésus-Christ ». Le Christ ne dément pas Nietzsche, mais il ouvre une nouvelle perspective, celle d'un humanisme chrétien fondé sur le message évangélique : aimer Dieu, c'est aimer les autres, se mettre au service de ceux qui souffrent et sont dans le besoin. Le Père Cardonnel resta dans l'ordre dominicain. Il fut peu à peu confiné dans un couvent à Montpellier, puis à Perpignan. Il y a quelques années, peu avant sa mort, nous avons correspondu. Il restait fidèle à la vision révolutionnaire de sa foi.

Une autre figure me revient en mémoire, celle de Philippe Roqueplo. Ingénieur de formation (il était entré en religion après ses études à Polytechnique), il était détaché auprès du monde scientifique, et travailla à l'INSEE, au centre de recherche d'EDF, puis au CNRS. Il occupa par ailleurs une chaire de philosophie des sciences à l'Institut catholique de Paris au début des années 1970. Nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises lorsque, devenu délégué national du Parti socialiste sur les questions de recherche et d'énergie, je le retrouvai sur le rapport entre science et société, des idées qu'il résuma dans un livre publié en 1975 : *Le Partage du savoir*. Philippe Roqueplo quitta la prêtrise pour épouser une amie, ancienne jéciste, Françoise Praderie, éminente astronome, qui partageait avec lui la volonté de mettre

la science au service de la société. Son décès me donna l'occasion de revoir brièvement Philippe, une cérémonie ayant été organisée pour elle au couvent dominicain de la rue de la Glacière. Philippe Roqueplo revenait en quelque sorte parmi les siens.

La troisième figure que je veux évoquer est celle de Paul Blanquart, qui s'était peu à peu éloigné de la prêtrise tout en restant fidèle aux valeurs de sa foi. Son engagement, sa réflexion furent plus politiques. Il était clair dès le début : « Il s'agit d'effacer le tragique divorce entre la foi chrétienne et les formes révolutionnaires d'émancipation humaine », écrivit-il le 16 mai 1968. Il appelait étudiants et intellectuels chrétiens à s'engager activement dans le mouvement social, au-delà des partis qui risquent toujours de devenir des machines d'oppression, de domination. C'est par le bas que se construit la démocratie, dans les comités d'action. Il poursuiva cet effort à travers de multiples réunions « à la base », mais aussi dans la rédaction de la revue *Politique aujourd'hui* aux côtés de Paul Noirot.

Ces trois figures furent significatives du mouvement qui s'est déclenché à la faveur de Vatican II. Il s'est inspiré largement du combat mené en Amérique du Sud contre la dictature, notamment par des jésuites. Une dictature qui n'hésitait pas à se parer de l'imagerie catholique – avec l'appui des hauts dignitaires de l'Église – sur le mode franquiste. Face à eux, il y avait Don Helder Camara, une figure quasi christique. Toute une partie de la jeunesse catholique vivait intensément cette période révolutionnaire. Le reflux qui s'opéra à la suite des élections de juin 1968 et la répression contre les mouvements gauchistes, créèrent un grand désarroi, voire du désespoir. Le suicide de Nicolas Boulte, responsable national de la Jeunesse universitaire chrétienne, en reste le symbole. Désormais, un grand nombre de jeunes chrétiens tournaient davantage leur regard vers le monde, au-delà de la France. Plus tard, ils furent altermondialistes, à travers les mouvements écologiques ou dans l'action humanitaire. On les retrouva à Porto Alegre et dans les Forums sociaux. En France, après Mai 68, la période gauchiste s'acheva assez vite. La Gauche prolétarienne ne parvint pas à lancer ses « brigades rouges ». Les organisations trotskystes prirent le pas sur les autres : leur tradition laïco-marxiste ne favorisa pas l'intégration de jeunes catholiques. C'est dans les partis de gauche qu'ils se retrouvèrent lorsqu'ils voulurent aller au-delà de l'engagement syndical ou associatif, même s'ils continuèrent de privilégier ce dernier. On en retrouva certains au Parti communiste, surtout d'anciens jocistes, voire des prêtres ouvriers, souvent par le biais de la CGT. On en rencontra à la Convention des institutions républicaines aux côtés de François Mitterrand, qui prit le contrôle en 1971, à l'issue du congrès d'Épinay, du nouveau Parti socialiste qui avait succédé à la SFIO en 1969. Beaucoup adhérèrent au PSU, notamment dans l'Ouest et l'Est de la France. Ceux-ci firent le choix du socialisme autogestionnaire qui correspondait mieux à une démarche à la fois communautaire et contestataire.

Du PSU au Parti socialiste

Mes responsabilités au sein du PSU s'étaient étendues. Je défendis la ligne de Michel Rocard qui l'emporta difficilement au congrès de Lille en 1971. À ce moment-là, j'étais en contact avec Philippe Warnier, qui s'interrogeait sur l'avenir du Parti socialiste avec Mitterrand et sur celui du PSU. Comme les partisans de Mendès France, il se situait dans l'entre-deux, prêt à jouer les bons offices. Il rejoignit finalement le CERES, qui partageait les idées autogestionnaires du PSU, mais s'était rallié à

« l'union de la gauche » dont Mitterrand avait fait sa stratégie. Le PSU était divisé entre les diverses tendances du gauchisme post-68. Elles ne s'entendaient que dans l'opposition à la ligne Rocard qu'elles jugeaient « social-démocrate » et non révolutionnaire. Il me revint de la défendre et, tandis que les militants trotskystes rejoignirent les organisations officielles, je dus faire voter en 1972 l'exclusion des maoïstes de la gauche révolutionnaire dont certains amis qui avaient un peu confondu le Christ avec Mao Tsé-Toung.

Je fus candidat du PSU en juin 68 aux élections législatives, dans le 14^e arrondissement de Paris. Je le fus à nouveau en 1973. Les résultats de ce scrutin ne furent pas à la hauteur de nos espérances. Dans les Yvelines, Rocard, élu lors d'une élection partielle en 1969, fut battu. La droite l'emporta, mais le Parti socialiste s'affirma aux côtés d'un Parti communiste avec lequel il avait signé un programme commun. En novembre 1973, je succédai à Michel Rocard au Secrétariat national du PSU. Il avait dû en effet rejoindre son corps d'origine, l'Inspection générale des Finances. C'était une époque où le mot « militant » retrouvait tout son sens. Le PSU avait publié en 1972 son Manifeste *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*. Les idées autogestionnaires se retrouvaient dans les luttes sociales dans les entreprises (Sud Aviation, Évian, le Joint français, etc.) et dans le monde paysan (le Larzac, avec Bernard Lambert). En 1973, Lip devint un symbole durable de cette résistance. Au même moment, le renversement d'Allende par Pinochet au Chili déclencha une solidarité active avec nos amis chiliens socialistes et membres du MIR³ (où, on le sait, se retrouvaient beaucoup de jeunes chrétiens, à l'image des Tupamaros de l'Uruguay).

En mars 1974, le décès brutal du président Pompidou ouvrit prématurément l'élection présidentielle. François Mitterrand fut le candidat unique de la gauche. Les débats au sein du PSU furent intenses : fallait-il une candidature de l'animateur des Lip Charles Piaget (au demeurant catholique pratiquant...) ? Ou fallait-il une campagne autonome pour soutenir Mitterrand ? La seconde solution l'emporta et, au second tour, je fus aux côtés des responsables de toute la gauche pour soutenir François Mitterrand qui fit un score impressionnant, très près du vainqueur, Valéry Giscard d'Estaing. Désormais, le PSU était en porte-à-faux. Michel Rocard avait participé à la campagne de Mitterrand dès le premier tour. Il fallait bouger. Des discussions s'engagèrent pour préparer les Assises du Socialisme, en octobre 1974. Elles réunirent, avec le Parti socialiste (sous l'impulsion de Pierre Mauroy en particulier), la minorité du PSU qui avait décidé un processus de rapprochement avec le Parti socialiste et une troisième composante avec des responsables de la CFDT, de Vie Nouvelle, de Citoyens 60 (le club de Jacques Delors), et d'autres groupes où les catholiques, jeunes et moins jeunes, étaient fort nombreux. À la suite de ces assises, une nouvelle direction fut mise en place au Parti socialiste avec des représentants des différentes composantes. Une nouvelle histoire commençait.

Je la vivrai comme adhérent du Parti socialiste avec une double responsabilité : celle du courant « rocardien » qui prit des formes diverses (les revues *Faire* ou *Intervention*, les clubs Convaincre dans la décennie 1980) et celle de délégué national à la technologie (c'est le terme choisi par François Mitterrand !), c'est-à-dire à la recherche, à l'énergie et à la politique industrielle. Membre du comité directeur, puis du bureau exécutif, j'entrai au secrétariat national après 1981, à la suite de la victoire

³ MIR : Mouvement de la gauche révolutionnaire, en espagnol : Movimiento de Izquierda Revolucionaria.

de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Appelé en Ardèche par d'anciens camarades du PSU, j'avais été candidat en 1978, sans succès. En 1981, je fus élu député de l'Ardèche. Je m'inscrivis désormais dans ce département : en 1983, je devins maire du Teil, une commune de 8 000 habitants, dans ma circonscription où je fus réélu député en 1986, puis en 1988. Je quittai le mandat de maire après dix-huit années d'exercice. Je fus conseiller régional en 1992, conseiller général en 1998. Entre-temps, en mai 1988, dans le gouvernement de Michel Rocard que François Mitterrand avait nommé Premier ministre après sa réélection à la présidence de la République, je devins secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique, aux côtés de Lionel Jospin. Je le restai jusqu'en mai 1991, quand Rocard fut appelé à démissionner.

Au Parti socialiste, être catholique demeure une curiosité : on se réjouit de cette ouverture du parti, mais on se méfie d'une appartenance à une Église qu'on craint toujours de voir retrouver son influence sur le pouvoir d'État. Catholique et laïque, pour certains il y a une sorte de contradiction, du moins une ambiguïté. Les militants catholiques doivent faire, plus encore que les autres, la preuve de leur engagement laïque, de leur engagement socialiste. Pour les anciens du PSU, qui se sont dressés contre le molletisme, c'est un paradoxe, mais il faut assumer cette sorte de défi. J'ai d'ailleurs souligné cette exigence dans un petit livre paru en 2008 dans l'Encyclopédie du socialisme : *La Rose et la Croix, socialistes et chrétiens*. Je ne manque pas bien évidemment d'y reproduire des extraits de la loi de 1905. Je fais aussi largement référence à Vatican II. Ce sont les deux piliers sur lesquels peut reposer l'engagement des catholiques de gauche.

L'auteur

Ancien dirigeant de la Jeunesse étudiante chrétienne, Robert Chapuis a exercé des responsabilités nationales à l'UNEF, au PSU, au Parti socialiste. Professeur de lettres, il a été député de l'Ardèche (1981-1988), maire du Teil (1983-2001), secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique dans le gouvernement de Michel Rocard (1988-1991).

Résumé

Ancien responsable national de la JEC, Robert Chapuis a vécu les crises des mouvements d'Action catholique au moment de la guerre d'Algérie. Engagé aux côtés de Michel Rocard au PSU, puis au Parti socialiste, il s'est inscrit dans les orientations du socialisme autogestionnaire et de la « deuxième gauche ». Dans le mouvement de Mai 68, son engagement a été nourri par le dialogue avec des jésuites et des dominicains pour faire le lien entre valeurs humaines et valeurs chrétiennes. Si être socialiste et chrétien reste un défi, il peut être tenu, dans une exigence de laïcité, grâce aux avancées de Vatican II.

Mots clés : Action catholique ; crises ; engagement ; deuxième gauche ; laïcité.

Abstract

A former national leader of the JEC, Robert Chapuis experienced the crises that affected the Catholic Action movement at the time of the Algerian War. Closely involved in the PSU and, later, the Socialist Party alongside Michel Rocard, Chapuis was committed to the goals and ideals of self-managed socialism and the “Second Left”. During the events of May 1968, his commitment was fueled by dialogue with Jesuits and Dominicans, with whom he sought to create a bridge linking human and Christian values. It remains challenging to be both socialist and Christian. In an age of secularism, the progress achieved under Vatican II allows one to meet that challenge.

Key words : Catholic Action; Crises; Commitment; The Second Left; Secularism.

Pour citer cet article : Robert Chapuis, « Témoignage : itinéraire d'un chrétien de gauche », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 30, septembre-décembre 2016, www.histoire-politique.fr